

PAR PIERRE LABERRONDO

15 juillet 2020, 16:27, mis à jour le 15 juillet 2020, 17:19

La nouvelle équipe Macron écarte le secrétaire général du gouvernement

Moins de quinze jours après son arrivée à Matignon, le Premier ministre, Jean Castex, a remplacé le très puissant secrétaire général du gouvernement par l'une de ses collègues du Conseil d'État, Claire Landais. La nomination d'une femme à ce poste – la première depuis sa création, en 1935 – constitue le premier acte d'autorité de la nouvelle équipe Macron en direction de l'appareil d'État.



C'est un signal politique fort. Le secrétaire général du gouvernement (SGG), le conseiller d'État Marc Guillaume, a été remplacé à son poste par l'une de ses collègues du Palais-Royal, Claire Landais. Cette juriste de bientôt 47 ans est la première femme nommée à ce poste (l'un des plus importants de la République) depuis sa création en 1935. Tout un symbole. Chef d'orchestre de l'élaboration des textes de loi et réglementaires, chef de file du travail gouvernemental, le SGG est parfois considéré comme un vice-Premier ministre administratif. Un personnage de l'ombre que les Français ne connaissent pas.

À l'échelle de Matignon, le départ de Marc Guillaume est un petit séisme. Il est en effet d'usage que le SGG reste à son poste lors des changements de gouvernement. Ses 4 derniers prédécesseurs avaient tous passé la barre des sept ans de longévité : Marceau Long (1975-1982), Renaud Denoix de Saint Marc (1986-1995), Jean-Marc Sauvé (1995-2006), puis Serge Lasvignes (2006-2015). Seul Jacques Fournier, nommé en 1982, un an après l'alternance socialiste - en rupture avec les usages pour ce poste - n'avait pas survécu à la cohabitation Mitterrand-Chirac, survenue quatre ans plus tard, en 1986.

Charisme et autorité

Nommé au SGG par Manuel Valls, Marc Guillaume n'aura tenu que cinq ans. Autant dire un désaveu. Marc Guillaume avait conquis une place à part dans l'appareil d'État, sans doute au-delà du costume taillé par ses prédécesseurs. Doté d'un charisme certain et d'un humour féroce, craint des directeurs d'administration centrale, il s'est d'abord imposé en coulisses dans un moment charnière : les attentats de 2015, période au cours de laquelle l'état d'urgence a été mis en place. Une opération délicate, complexe, très juridique et au cours de laquelle il a su incarner un pilier solide, précis et rassurant pour l'équipe Hollande.

Peu à peu, son autorité est devenue telle qu'il a eu droit à une couverture de presse moins

flatteuse qu'à ses débuts, alimentée par des ministres meurtris par son pouvoir, que d'aucuns jugeaient exorbitant. L'homme, dont la discrétion n'avait d'égale que la puissance (il était l'un des très rares hauts fonctionnaires à pouvoir obtenir une audition du Parlement à huis clos), a connu son apogée sous Édouard Philippe et son directeur de cabinet, Benoît Ribadeau-Dumas, avec une forme d'osmose entre ces 3 membres du Conseil d'État, que le Premier ministre qualifiait de "club anglais". Un club fermé qui pouvait apparaître, dans certains dossiers comme celui de la réforme de la haute fonction publique, très conservateur et, partant, en opposition au chef de l'État.

Le cas Delevoye, ombre au tableau

Le passage à Matignon de Marc Guillaume a été entaché par une polémique : son rôle dans le traitement du cas Jean-Paul Delevoye, la question étant de savoir ce que le SGG savait en matière de cumuls et ce qu'il avait autorisé formellement ou officieusement. Des questions qui touchaient aussi le président de la République et le Premier ministre.

En choisissant de remplacer Marc Guillaume moins de deux semaines après la nomination d'un nouveau Premier ministre, l'exécutif pose un acte d'autorité, de rupture avec le passé. L'histoire dira laquelle des deux têtes de l'exécutif a le plus souhaité ce changement.

La nouvelle patronne du SGG, Claire Landais, connaît bien Matignon, puisqu'elle y occupait depuis 2018 une position importante : secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Auparavant, cette énarque a effectué le parcours classique d'une future SGG, en officiant comme directrice des affaires juridiques du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2008-2010), puis du ministère de la Défense (2012-2017).

Des missions qui ont évolué sous la période Guillaume

Les missions du secrétariat général du gouvernement (SGG) ont connu, ces dernières années, plusieurs évolutions. Son rôle en matière de gestion des cadres dirigeants a été renforcé, avec la création d'un comité d'auditions pour les postes de directeurs d'administration centrale. Présidé par le SGG en personne, ce comité rend des avis qui ne lient pas le gouvernement. Dans un autre registre, le SGG s'est aussi délesté de la gestion administrative des services déconcentrés de l'État, transférée place Beauvau.